

*Légation de Suisse
à Paris
15^{bis} rue de Marignan*

Paris, (8^e Arr^t) le 22 Décembre 1905.

23 Hic. 1905.

N^o 1 x 05

68

PRIÈRE DE RAPPELER
LE NUMÉRO CI-DESSUS.

SCHWEIZR. POLIT. DEPART.

26 DEZ. 1905

N^o 21 / VIII

Monsieur le Président,

Mercredi dernier j'ai dit à M. Rouvier que dans les derniers temps j'avais dû me consacrer aux génisses avec dents de remplacement, aux poissons salés en récipients de moins de 3 kilog. et au détail de nos négociations commerciales; que je tombais de la lune et que je me permettais de lui demander où en était la grande politique. Doit-on s'inquiéter? En entendant M. Ribot faire appel à la solidarité de tous les français, doit-on en conclure que la situation n'est pas exempte de menaces? Y a-t-il vraiment des nuages à l'horizon?

Le Président du Conseil a répondu: "Que personne en Europe ne pouvait croire que la France allait s'allier avec l'Angleterre pour attaquer l'Allemagne; la France a suffisamment crié sur tous les toits depuis six mois qu'elle ne voulait pas d'une telle politique et il faudrait pourtant

Monsieur

Monsieur Ruchet, Président de la Confédération,

Chef du Département Politique fédéral,

à Berne.



qu'on finisse par nous croire et que les réticences ou les insinuations prennent fin."

Relativement à la discussion qui a suivi à la Chambre la déclaration de M. Rouvier sur les affaires du Maroc et qui a provoqué la manifestation quasi-unanime d'approbation des déclarations de MM. Rouvier et Ribot, à la seule exception de M. Jaurès et de quelques-uns des siens, je puis vous dire qu'il y a eu là une certaine dose de politique intérieure. M. Ribot, comme chef des modérés, a été enchanté d'une occasion qui lui permettait d'accentuer la fissure du bloc des groupes de gauche entre les radicaux-socialistes et les socialistes proprement dits. En outre, M. Rouvier était très nerveux; M. Delcassé avait annoncé l'intention de prendre la parole et on pouvait redouter une querelle profondément regrettable et même odieuse, devant l'Europe entière, entre l'ancien et le nouveau Ministre des Affaires Etrangères. C'est pour éviter ce scandale que M. Ribot, d'accord d'ailleurs avec le Président du Conseil, a adressé son éloquent appel à tous ceux dans le Parlement qui sont las de l'hervéisme et de l'aveulissement indéfini. L'hiver dernier, les Chambres avaient trop manifesté l'état d'âme ultra-pacifique de ce pays; on s'est ressaisi; un air de bravoure était dans la note et avait l'avantage non-seulement d'empêcher M. Delcassé de prendre la parole mais aussi de tuer dans l'oeuf toute discussion sur les affaires marocaines, parce que, dans quinze jours, à la rentrée

des Chambres, la Conférence d'Algésiras aura commencé et qu'on pourra refuser un débat sur une négociation en cours.

Il ne faut donc pas prendre au tragique le discours de M. Ribot et la manifestation qui a suivi; il y avait, je le répète, de la politique intérieure là-dedans.

Il ne faudrait pas cependant négliger cette manifestation. Par des entretiens avec les deux personnages en cause dans cette séance, j'ai pu me convaincre que, si les intentions pacifiques de la France persistent, s'il est parfaitement exact, comme M. Rouvier me l'a déclaré, que M. Rouvier et les Français ne songent pas à s'allier avec l'Angleterre pour attaquer l'Allemagne, il est non moins exact qu'ici on trouve suffisantes les assurances pacifiques données; on a interprété comme une menace la phrase reproduite au Livre Jaune, que l'Allemagne serait derrière le Maroc avec toutes ses forces et qu'on n'est plus disposé à se laisser bousculer indéfiniment, si de nouvelles demandes sont formulées. L'état d'aveulissement, pour me servir de l'expression d'un ancien Président du Conseil français, a pris fin. C'est là qu'est le danger. Le Chancelier allemand a groupé tout son pays derrière lui et s'est fait soutenir par l'opinion publique allemande. Le Gouvernement français en a fait autant et c'est là, dans cet état des deux opinions publiques, que peut résider un certain danger.

Le fait est que dans les dernières semaines, on n'a pas pu établir un accord définitif entre Paris et Berlin sur ce

qui doit sortir de la Conférence marocaine et qu'on y entre sans savoir comment on en sortira. Si la conférence échoue, les deux opinions publiques conserveront-elles leur calme? Pour ma part, sans nier le sérieux de ce qui précède, j'estime qu'il y a plusieurs motifs très importants de ne pas croire à la possibilité d'une guerre:

1- Si l'Allemagne avait voulu la guerre, elle l'aurait faite au mois de Juin sans venir faire des conversations à Paris pour démontrer le danger de la question marocaine et l'ineptie d'une politique d'alliance franco-anglaise contre l'Allemagne, dont l'Angleterre aurait eu tous les bénéfices et la France tous les risques.

2- Je suis convaincu que M. Rouvier est absolument sincère en affirmant qu'il ne veut pas d'une alliance franco-anglaise contre l'Allemagne et je suis convaincu que le Parlement français n'en veut pas davantage.

3- L'arrivée des Libéraux au pouvoir en Angleterre est un élément d'apaisement.

4- Les politiciens français ne songent pour le moment qu'aux triples élections du Sénat, de la Présidence de la République et de la Chambre, et pendant quatre mois la France sera en rûte électoral ce qui l'empêchera de s'emballer sur la politique extérieure.

5- Les chefs responsables, tant du Gouvernement, que de l'opposition parlementaire, sont personnellement convaincus que Bulow veut la paix.

Il est vrai qu'on sait à Paris que l'Allemagne fait le nécessaire pour être absolument prête à entrer en campagne, et on ne cache pas non plus qu'ici on travaille, mais on ne s'émeut pas outre mesure de ces préparatifs allemands, qu'on considère comme l'expression de la volonté d'avoir l'instrument prêt à servir.

Je crois donc pouvoir en toute conscience conclure que si nous ne devons rien négliger pour être prêts, il y a beaucoup plus de motifs de croire au maintien de la paix l'année prochaine que de croire le contraire. Le seul danger sérieux viendrait d'une irritabilité lente de l'opinion publique qui se cabrerait devant de nouvelles exigences ou devant des difficultés qu'on croirait créées en vue de provoquer un conflit.

Avant de passer à un autre sujet, j'ajouterai qu'un des principaux personnages français consultés a manifesté quelques appréhensions sur la nervosité de l'Empereur allemand, sur son amour-propre qui aurait été froissé par les visites de trop nombreux souverains à Paris et sur un état de mauvaise humeur que son oncle, le Roi d'Angleterre, cultive avec soin par une campagne de presse. L'Angleterre ne lâche pas le morceau et n'a rien à perdre à un état de mauvaise humeur entre les deux principales puissances continentales, Mais ce même interlocuteur manifestait sa confiance dans les intentions pacifiques du Chancelier Bulow.

En ce qui concerne l'élection à la Présidence de la République, les nouveaux renseignements que j'ai pu recueillir, tendent plutôt à confirmer l'impression de M. Rouvier, que M. Fallières sera élu; mais la campagne en faveur de M. Doumer est menée avec une grande énergie, une grande habileté et on m'assure de bonne source qu'elle est appuyée par des influences financières considérables. La grande majorité des Sénateurs votera pour M. Fallières. C'est seulement le 10 Janvier qu'on saura, par l'élection au scrutin secret du Président de la Chambre des Députés, si la majorité dont M. Doumer disposera à la Chambre pourra compenser la majorité sénatoriale dévouée à M. Fallières, lorsque les deux Chambres seront réunies en Assemblée nationale. On m'assure que si M. Fallières n'est pas élu au premier tour, sa candidature s'effondrera et qu'un homo novus surgira. J'ai vainement essayé de faire prononcer le nom de ce mystérieux candidat. Vous pouvez être certain que les candidatures de M. Combes et de M. Deschanel n'ont pas de chances d'aboutir, bien que M. Deschanel s'offre à tout le monde.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse